

Conférence SNEP: «Sport demain, enjeu citoyen», Créteil, 30-31 mars 2012

Financement du sport, crise économique et politique sportive

Wladimir ANDREFF *

* Professeur émérite à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne

Président d'Honneur de la *International Association of Sports Economists*

Les structures de financement du sport

Europe et France proches (Tableau 1):

Dépenses sportives Ménages > Collectivités territoriales > Entreprises > Etat

Assez stable depuis 1990 (Tableau 4).

Chaque source de financement a une (des) destination(s) privilégiées:

Etat, budget 2011: haut niveau 146 millions €(70%), sport pour le plus grand nombre 11M €(5%), part en diminution, prévention par le sport & protection des sportifs 20 M €(10%), dont l'AFLD, promotion métiers du sport 32 M €(15%).

Collectivités locales: financement orienté vers : 1/ équipements sportifs (47%), 2/ subventions (33%), 3/ évènements sportifs (5%), 4/ haut niveau (5%), autres (10%).

Table 1: Financement du sport en Europe en 2005: répartition par sources de financement

Pays	Financement total du sport		Etat	Collectivités locales	Financement public	Ménages Dépenses pour le sport	Entreprises	Financement privé
	million €	% du PIB						
Bulgarie	59.7	0.21	34.8	42.7	77.5	19.4	3.1	22.5
Chypre	212.9	1.56	19.8	0.1	19.9	78.9	1.2	80.1
Estonie	127.1	1.13	13.3	36.4	49.7	12.6	37.7	50.3
Finlande	2450.0	1.56	8.7	15.0	23.7	73.4	2.9	76.3
France	30330.0	1.76	9.7	30.0	39.7	50.0	10.3	60.3
Allemagne	31932.6	1.42	0.7	15.3	16.0	76.5	7.5	84.0
Lituanie	79.3	0.38	17.5	35.1	52.6	20.3	27.1	47.4
Pays Bas	8359.0	1.64	11.5	10.0	21.5	70.8	7.7	78.5
Portugal	1432.5	0.96	6.5	27.0	33.5	63.2	3.3	66.5
Slovaquie	240.8	0.63	16.8	55.6	72.4	13.8	13.8	27.6
Slovénie	195.0	0.69	10.4	25.1	35.5	17.9	46.6	64.5
Suède	3817.1	0.52	4.3	13.0	17.3	70.6	12.1	82.7
Royaume Uni	30175.6	1.67	1.3	7.3	8.6	80.9	10.5	91.4
Moyenne			11.9	24.3	36.2	49.7	14.1	63.8

Calculé à partir de Amnyos (2008).

Tableau 4: La dépense sportive en France, 1990-2007

(milliards €)

	1990	1999	2000	2002	2004	2005	2006	2007	En %
Ménages	7,6	12,0	12,3	13,4	14,7	15,2	15,8	16,4	49,7
Entreprises	0,6	1,4	1,7	2,3	2,5	3,1	3,2	3,2	9,7
Etat	1,2	2,6	2,8	3,1	3,1	3,0	3,2	3,2	9,7
Collectivités locales	3,8	7,3	7,6	7,9	8,6	9,1	9,6	10,2	30,9
Total	13,2	23,3	24,4	26,7	28,9	30,4	31,8	33,0	100
En % du PIB	1,2	1,7	1,7	1,72	1,74	1,76	1,76	1,75	

Source: Ministère de la Jeunesse et des Sports (Stat Info).

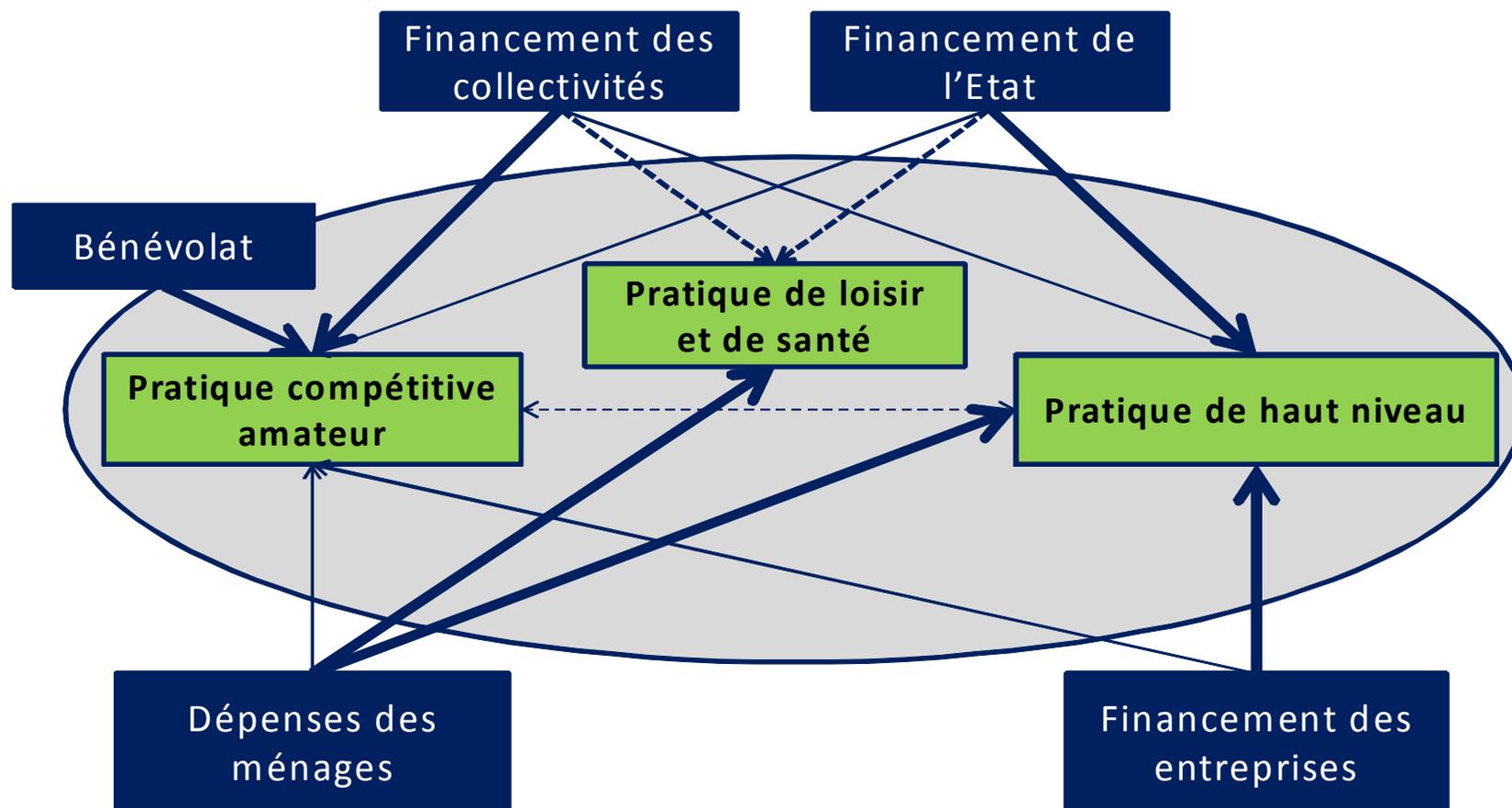
Entreprises: 55% droits TV, 45% sponsoring, 1/ vers le sport de haut niveau;
2/ sport de compétition amateur.

Si on distingue: pratique compétitive amateur, pratique de loisir et santé, pratique de haut niveau (et pro):

Ménages, surtout sport-loisir (pratique), puis haut niveau (spectacle sportif), puis sport de compétition amateur.

D'où le circuit de financement du sport (Figure 13) qui permet de préciser les canaux par lesquels la crise économique et financière atteint le sport.

Figure 13 : Le circuit de financement du sport européen



L'impact de la crise économique sur le financement du sport

Ménages: la crise amoindrit leur capacité de financement; en moyenne, stagnation ou baisse des dépenses sportives pour la majorité de la population depuis fin 2008.

Indices: ralentissement des achats de biens et services sportifs (Sport und Markt); faible croissance du CA des firmes d'articles de sport (baisse pour les vêtements de sport); baisse des adhésions aux clubs et de leurs revenus; stagnation ou baisse du nombre de bénévoles; baisse des affluences au spectacle sportif, même football (Tableau 20); substitution de sport gratuit (dont à la TV) à sport spectacle payant.

Collectivités locales: beaucoup sont endettées, y compris en produits financiers toxiques (cf. Dexia), ne peuvent augmenter les montants dédiés au sport. *Credit crunch* et difficile d'augmenter la fiscalité locale en période de crise. Pas bon pour le sport de compétition amateur et de loisir.

Sponsors, 4 stratégies de crise: a/ inchangée; b/ réduction des montants ou des salaires aux athlètes (ex: Rossignol); c/ polarisation sur événements et athlètes les plus médiatisés (pro); d/ quitter le sponsoring. Pas bon pour le sport amateur.

Médias (TV): la récession affecte les budgets publicitaires en baisse et la manne TV pour le sport, mais peut être compensé par gains d'audience quand joue l'effet de substitution susmentionné (permet d'augmenter les tarifs publicitaires).

Etat: Plan de relance: 150 millions € pour le sport (stades Euro 2016, coût est passé à 168 millions € sans réévaluation des recettes).

Puis austérité budgétaire étatique (réduction déficit, remboursement de la dette, retour aux critères de 3% et 60% du PIB) ne permet pas d'espérer une hausse des montants. Budget des sports a diminué de près de 15% en 2010, de 5% en 2011 (hors CNDS), annoncé en baisse de 6,3% en 2012.

Montants accrus ne peuvent venir que des entreprises? Selon leurs intérêts (sports pro surtout).

Tableau 20: Affluence moyenne par match des ligues nationales de football, Europe 2009-1

Ligue nationale	Affluence moyenne /match		Plus forte affluence moyenne d'un club*
	2009-10	2008-09	
Allemagne	42500	42565	77248
Angleterre	34151	35630	74864
Espagne	28286	28276	78097
Italie	24957	25045	56195
France	20089	21049	50045
Pays Bas	19608	19789	48734
Ecosse	13920	15545	47564
Russie	12517	13334	25253
Belgique	11743	11039	24406
Suisse	11059	8967	23656
Portugal	10901	10390	50033
Turquie	9996	14058	24738
Norvège	8956	9812	17652
Ukraine	8943	7574	27321
Danemark	8313	8814	19338
Suède	7928	7787	17436
Autriche	7873	9013	15343
Grèce	7617	7622	27464
Pologne	5247	7351	10182
Roumanie	4902	6044	9451
République tchèque	4895	4668	10766
Israël	4233	5305	10231
Kazakhstan	3767	3310	6823
Chypre	3088	2738	10373
Hongrie	2920	2826	n.d.
Albanie	2917	3463	n.d.
Bulgarie	2661	1715	n.d.

Sécuriser le financement du sport

Besoin de sécuriser, accru par la crise et l'ouverture internationale du marché des paris sportifs en ligne.

Faiblesse des moyens du ministère des Sports: budget des Sports (0,13% du budget de l'Etat) = 208 M € prévus en 2011. 2/3 des fédérations sportives reçoivent du ministère des Sports moins de 1/3 de leur budget. Souvent < 20 € par licencié par an. CNDS : 247M € Recettes CNDS viennent de mises sur jeux en dur, mises des paris sportifs et droits de TV sportifs: augmente de 2% en 2011.

Baisse du budget des Sports sera-t-elle compensée par hausse du CNDS? Fin du monopole de la Française des Jeux et du PMU. Source de financement plus aléatoire, plus fluctuante, sur un marché des paris ouvert à la concurrence. Après engouement initial, l'ARJEL constate une baisse des mises en 2011 (CNDS: 1,3% des mises en 2010, 1,5% en 2011, 1,8% en 2012).

Problèmes aggravés par la crise de financement:

Financement plus difficile du sport pour le plus grand nombre.

Inégal accès des citoyens au sport. Catégories à faible revenu. CNDS soutient 5 publics prioritaires : jeunes scolarisés, habitants de quartiers en difficulté, jeunes filles et femmes, handicapés, habitants des zones rurales en désertification (quid des personnes âgées, obèses & maladies liées, chômeurs?).

Inégale médiatisation des différentes disciplines accentue leur inégalité financière: le roi football/payer pour être retransmis/absence de TV, pas de visibilité du sport amateur.

«Retard» dans construction/modernisation des installations sportives: sport pour tous, sport professionnel (rapport Besson 2008).

France n'a pas construit son compte satellite du sport attendu par l'Unité Sport de la Commission européenne.

D'où insuffisante démonstration concrète (statistique) des effets bénéfiques de la pratique sportive: impact sur la santé? Sur l'employabilité? (début prometteur des recherches). Sur «l'intégration des banlieues»? etc.

Implications pour la politique sportive

Risque: avec faible budget et crise, l'Etat serait appelé à intervenir moins comme financeur majeur que comme régulateur et correcteur de déséquilibres?

Parmi les propositions dans Amnyos (2008):

Trouver des revenus de substitution aux paris sportifs en ligne (si baisse continue).
Reverser une partie de la TVA sur les produits et services sportifs au mouvement associatif.

Déduction d'impôt pour ménages apportant soutien financier aux clubs amateurs, mécénat de particuliers. Déductions fiscales pour entreprises venant en soutien aux clubs amateurs ou à des projets de développement social par le sport.

Principaux candidats à l'élection présidentielle:

Augmentation du budget des Sports: Mélenchon propose de l'augmenter à 1% du budget de l'Etat(réaliste?), Hollande de 100 millions €

Autres mesures vers le sport pour le plus grand nombre / crise:

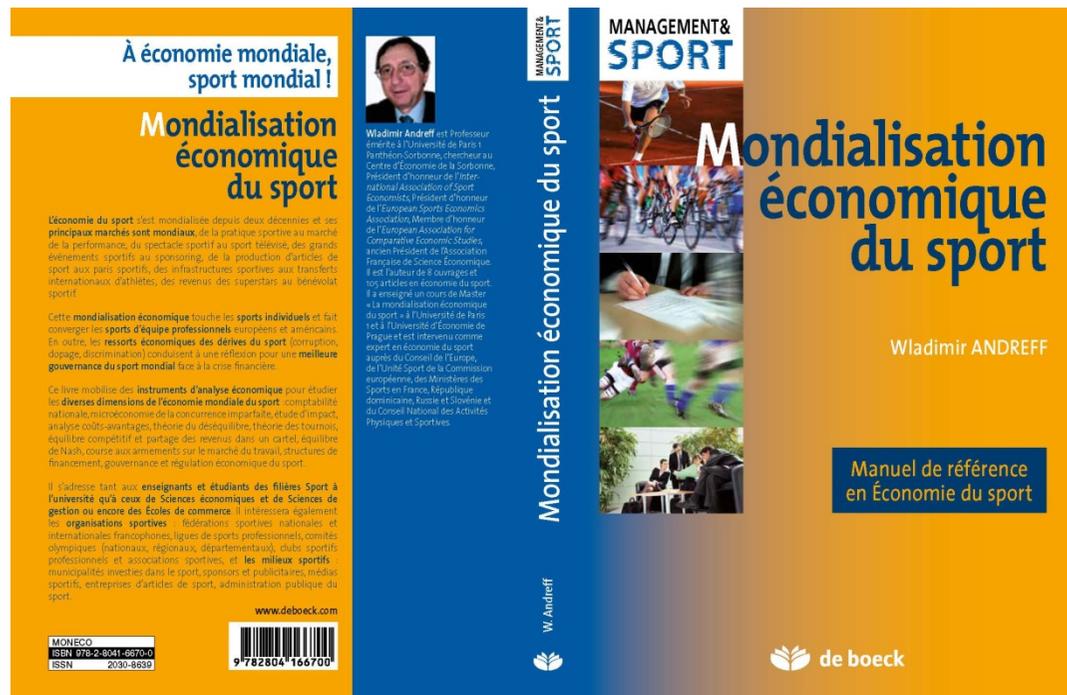
Augmenter le prélèvement sur les paris sportifs finançant le CNDS. Une taxe Tobin sur les transferts de joueurs (cf. WA, 1999) et les grands projets. Instaurer une séparation claire entre sport spectacle et sport amateur ou de loisir (E. Joly).

Veiller à une meilleure répartition des subventions entre sport pro et sport amateur (M. Le Pen).

Un plan national d'aide aux clubs, valoriser l'engagement bénévole (Mélenchon).

Un plan national d'équipements sportifs fera l'objet de contrat entre l'Etat et les régions. Projet de créer un INSL (Institut National des Sports Loisirs) sur le modèle de l'INSEP (F. Hollande).

Sarkozy, Bayrou, Le Pen visent le sport pro: fair play financier, salary cap; lutte contre paris truqués et argent sale (Bayrou); revenir sur l'arrêt Bosman (Le Pen).



Éditions De Boeck :

MONDIALISATION ECONOMIQUE DU SPORT

MANUEL DE REFERENCE EN ECONOMIE DU SPORT

Wladimir Andreff

Introduction

1^{ère} Partie : LA MONDIALISATION DES MARCHES DU SPORT

Chapitre 1 : L'importance économique du sport dans le monde

Chapitre 2 : Les formes de marché du sport: la pratique sportive

Chapitre 3 : Les marchés mondiaux de la performance et du spectacle sportifs

Chapitre 4 : Les événements sportifs mondiaux et les infrastructures sportives

Chapitre 5 : Les marchés mondiaux dérivés du spectacle sportif

Chapitre 6 : Le marché mondial et l'industrie d'articles de sport

2^e Partie : L'ECONOMIE DES SPORTS PROFESSIONNELS

Chapitre 7 : L'économie des sports individuels et la théorie des jeux

Chapitre 8 : La théorie économique des ligues de sports d'équipe professionnels

Chapitre 9 : La régulation économique des ligues sportives professionnelles

Chapitre 10 : Le marché mondial du travail sportif

3^e Partie : LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE DU SPORT MONDIAL

Chapitre 11 : Analyse économique des dérives du sport mondial et éthique sportive

Chapitre 12 : La gouvernance mondiale du sport et la crise économique

Conclusion